

Initiatives ministérielles

monétaire ni la politique financière du gouvernement. Le chômage est endémique. Les Canadiens souffrent. On ne crée pas d'emplois.

Madame la Présidente, nous avons un gouvernement d'opérette qui applique une politique farfelue.

[Français]

M. Marcel R. Tremblay (secrétaire parlementaire du ministre d'État (Condition physique et Sport amateur) et ministre d'État (Jeunesse) et leader adjoint du gouvernement à la Chambre des communes): Madame la Présidente, je suis heureux de pouvoir participer à cet important débat sur l'économie du Canada et sur l'orientation future de la politique économique.

Ce débat propose d'investir dans les politiques économiques qui permettront d'accroître et de rendre permanente la prospérité des Canadiens. À cette fin, notre gouvernement est d'avis que nous devons augmenter notre productivité si nous voulons pouvoir relever les défis que pose une économie mondiale de plus en plus concurrentielle au début de cette décennie et au-delà.

L'une des grandes priorités consiste à stimuler la croissance de la productivité au Canada. Cela est indispensable si nous voulons relever le défi d'une économie mondiale de plus en plus concurrentielle.

La croissance de la productivité élargira l'éventail des choix offerts à tous les Canadiens. Elle améliorera notre qualité de vie en augmentant les salaires réels et en permettant de consommer plus de biens et de services, tout en ayant plus de loisirs et d'activités à notre disposition.

En un mot, en travaillant de façon plus intelligente et plus efficiente, nous pouvons faire progresser le niveau de vie des Canadiens et notre qualité de vie à l'échelle nationale.

Malheureusement, le bilan du Canada n'est guère brillant au chapitre de la productivité depuis la fin des années 1970. Beaucoup pensent que notre productivité a diminué à cause de l'accélération de l'inflation, de l'incertitude de la politique publique et des interventions de l'État dans l'économie. Peu importe les raisons, le fait est que le ralentissement de la productivité totale des facteurs depuis les années 1970 s'est traduit par une croissance plus faible de la productivité du travail et des salaires réels.

Ce fléchissement de la croissance de la productivité doit être inversé. À cette fin, nous devons investir davantage dans les technologies, le capital matériel et nos ressources humaines. Cependant, la seule manière d'y parvenir est d'instaurer un contexte économique favorable aux investissements accroissant la productivité. Cela nécessite une stabilité macro-économique caractérisée par une inflation réduite, la prudence financière et des

politiques structurelles judicieuses, qui élargissent les possibilités de travailler, d'investir et d'innover.

Madame la Présidente, c'est exactement le contexte économique que notre gouvernement s'est efforcé de mettre en place depuis son entrée en fonction. Toutefois, des changements de l'ampleur de ce que nous avons eu à réaliser ne peuvent se produire du jour au lendemain. La récession mondiale a également retardé un grand nombre des retombées positives qui seraient maintenant évidentes si l'économie mondiale était plus vigoureuse. Cependant, le Fonds monétaire international tout comme l'Organisation de coopération et de développement économiques estiment que le Canada obtiendra le plus fort taux de croissance économique parmi les pays industrialisés l'an prochain. Je crois donc que la meilleure façon dont le gouvernement puisse contribuer à l'amélioration de la productivité au Canada est de ne pas dévier de son programme économique.

Nous devons par exemple continuer de réduire les dépenses publiques. À cette fin, nous avons inscrit dans la loi des plafonds de dépenses annuelles en adoptant la Loi sur le contrôle des dépenses. Nous nous devons également de continuer de privatiser les sociétés d'État, de rationaliser des activités fédérales et de maîtriser la croissance des traitements dans la fonction publique. L'exposé économique et financier présenté par l'honorable ministre des Finances, renforce l'engagement du gouvernement dans le domaine des restrictions de dépenses. Grâce aux mesures annoncées par le ministre, les dépenses seront réduites de près de 8 milliards de dollars au cours des deux prochains exercices.

Les restrictions de dépenses nous permettent de poursuivre nos efforts en vue de réduire nos besoins d'emprunt. Elles ont permis, de concert avec une politique monétaire ferme, d'obtenir une inflation et des taux d'intérêt qui soutiennent les investissements productifs dans la croissance au lieu de les entraver. En fait, je suis fier de signaler que le Canada est, parmi tous les pays du G-7, celui qui a eu l'inflation la plus faible, qui a été de 1,5 p. 100 en moyenne au cours des 10 premiers mois de 1992.

Une inflation réduite protège le pouvoir d'achat des ménages et réduit le coût du capital pour les entreprises. Elle engendre aussi des taux d'intérêt moins élevés. En dépit des hausses récentes, la baisse des taux d'intérêt enregistrée depuis 1990 a contribué à stimuler les investissements productifs et a rendu les biens et les services canadiens plus abordables sur le marché intérieur comme à l'étranger.

Le gouvernement doit également continuer d'investir dans les politiques structurelles qui contribueront à relancer les investissements productifs. Nous devons par exemple prendre conscience du fait que nous aurons besoin d'une population active qualifiée pour accroître notre compétitivité internationale et notre productivité.